

ARGENTINE 1976 - 1980

Le régime le plus sanglant de l'histoire argentine, enlève, assassine, torture, affame, condamne à l'exil et à l'analphabétisme une nation toute entière.

Le 24 Mars 1976, les monopoles internationaux (comme ils l'avaient déjà fait au Chili, en Uruguay, etc.) instaurent en Argentine, par l'intermédiaire des Forces Armées, la dictature pour défendre leurs intérêts contre la percée du mouvement des travailleurs argentins.

Le bilan ne peut pas être meilleur pour les militaires argentins:

-10.000 morts, 25.000 disparus, 8.000 prisonniers politiques et des milliers d'exilés.

-démantèlement du secteur éducatif: fermeture des universités (75% des candidats à l'entrée aux universités n'ont pas été admis), licenciement des enseignants du primaire, du secondaire et de l'université, augmentation de la désertion scolaire et fermeture d'écoles.

-réduction de plus de 50% du pouvoir d'achat ouvrier, augmentation incessante des prix, chômage et surexploitation, privatisation des entreprises d'Etat.

-suppression et interdiction des partis politiques

-intervention militaire dans les syndicats, dissolution de la CGT, reprise en main des œuvres sociales par le gouvernement, etc.

Le régime militaire argentin est entaché du sang et de la misère du peuple.

Nous ne pouvons pas nous permettre d'oublier tout cela!

Mais nous ne pouvons pas oublier non plus, qu'au moment même où le coup d'Etat se produit, la résistance commence à s'organiser.

Une résistance menée par les travailleurs, qui à travers des grèves, des grèves du zèle, essaient d'arrêter les licenciements, la chute brutale de leurs salaires et la répression.

Une résistance des familles des disparus politiques et des prisonniers, qui en se mobilisant constamment, essaient d'arracher leurs enfants et leurs hommes des griffes des assassins.

Enfin, une résistance des travailleurs et de la communauté démocratique internationale qui a remporté des succès considérables contre la dictature militaire.

En 1980, non seulement la répression, la torture, et les assassinats continuent, mais la nouvelle année a été inaugurée par toute une série de lois qui montrent encore plus la volonté répressive et assassine du gouvernement:

FOD 502/1



- loi 22068 (loi qui considère les disparus comme "presumés décedés") une hypocrisie extraordinaire du gouvernement, qui s'en sert pour en finir avec le problème des 25.000 disparus.
 - projet de "Bases politiques pour l'institutionnalisation du pays": une farce qui tend à legaliser la continuité de la dictature "ad eternum", proscription des partis de gauche et manipulation des partis "dits démocratiques"
 - reaffirmation du plan économique qui affame les masses, et remise de l'économie aux monopoles internationaux.
 - reaffirmation de la loi de "Prescindibilidad", que la dictature utilise pour licencier des milliers d'employés publics.
 - "loi des associations syndicales" dont l'intention est d'institutionnaliser et approfondir l'asservissement des travailleurs argentins
- Considérons ces principaux points:
- .dissolution de la CGT (centrale unique des travailleurs)
 - .division des grands syndicats nationaux
 - .confiscation du pouvoir des syndicats dans la gestion des oeuvres sociales
 - .le ministère du travail peut donner ou retirer la "personne juridique"; il peut inhabiliter les dirigeants et délégués.
 - .une simple grève "non autorisé" peut être un motif pour l'intervention du syndicat, etc.

Est ce que nous pouvons taire cette barbarie, ?

Pouvons nous cacher cette hypocrisie ?

Si nous voulons encore nous appeler des êtres humains, nous devons dénoncer tout ce "crime légalisé".

Pour cela, nous appellons tous les travailleurs, syndicalistes, intellectuels et tous ceux qui se réclament de la démocratie, en France et dans le monde entier, à adhérer au COMITE INTERNATIONAL pour:

-l'apparition vivante et mise en liberté de:

Alberto Piccinini (sec. general syndicat des metallos villa Constitución)

Tomas Ditofino (S.G. Syndicat des Electriciens Cordoba)

Jorge Dipasquale (S.G. Association Employés de Pharmacie)

Julio Guillan (S.G. Federation National des ouvriers des PTT)

Leandro Fote (Dirigent de la Federation des ouvriers du Sucre)

et tous les disparus et emprisonnés sous la dictature militaire.

BDIC

- Contre la loi 22068 des "disparus"
- Contre la loi des Associations syndicales de la Dictature

Envoyer les adhésions à



Impulsé par le TYSAE (Travailleurs et Syndicalists Argentins en Exil)